

# le pouvoir aux travailleurs

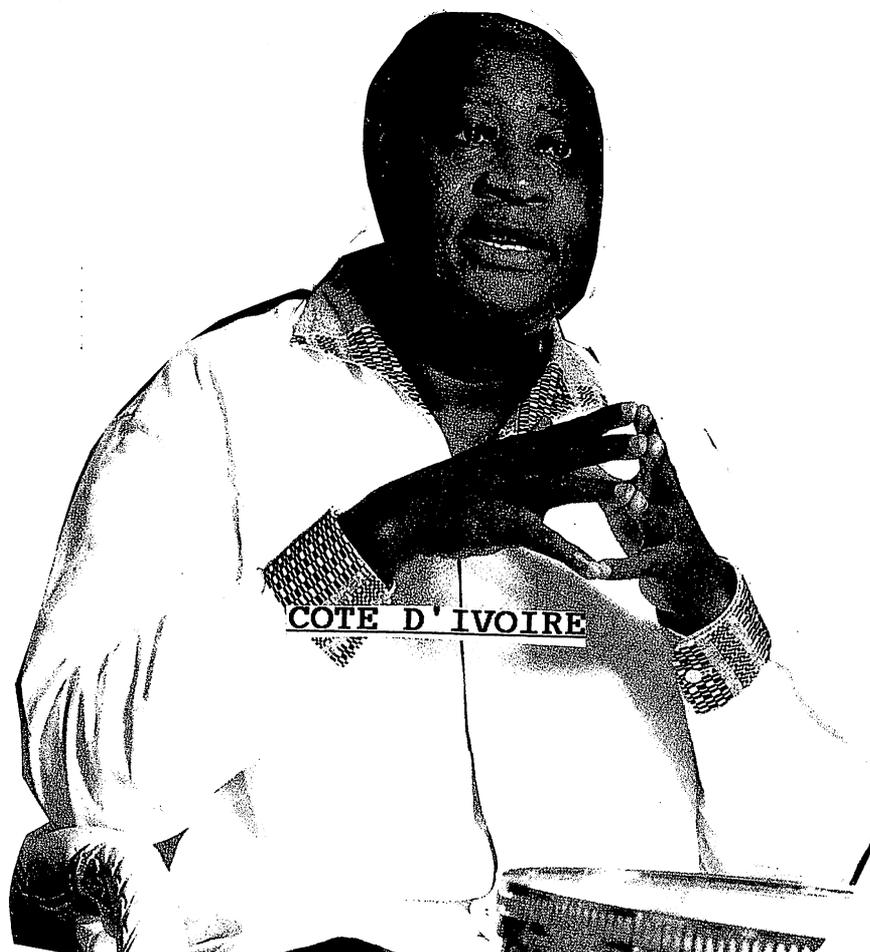
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 12 MARS 2002 N° 291

PRIX 0,60 Euro (4 F)



UN "FORUM SOCIAL"

POUR DETOURNER LES LUTTES

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

## é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 4  
Sénégal: 2ème privatisation de Senelec Rien de bon pour les usagers...

Page 5  
Madagascar: nouveaux dirigeants à la capitale mais ...

Page 6  
Election en France: Arlette Laguiller candidat des travailleurs

Page 8  
Immigration : des promesses, encore des promesses!

Page 9  
Angola: La mort de Savimbi

COTE D'IVOIRE**UN "FORUM SOCIAL"  
POUR DETOURNER LES LUTTES**

Depuis quelques semaines le gouvernement ivoirien fait face à de nombreux mouvements revendicatifs. Cela a commencé avec la grogne des policiers le 29 janvier dernier. Ils revendiquent des hausses de salaires et une revalorisation de leur statut. Le même jour ce sont les employés du journal "Fraternité Matin" qui montrent leur colère en interdisant l'accès du journal aux dirigeants de l'entreprise et demandant la démission du directeur qui avait eu le culot non seulement de verser avec retard le salaire de décembre 2001 mais de plus y a prélevé 30% sous prétexte que l'entreprise est en difficulté.

Ensuite ce furent les agents de la santé qui se mettaient en grève suivis par les agents de CI-Télécom, puis les magistrats, les gardes pénitenciers, les enseignants du primaire.

Ce mouvement de contestation a également touché d'autres catégories de la fonction publique tels que les greffiers, les employés de la RTI (radio et télévision), etc.

Tous les petits salariés de ce pays, ceux du secteur public comme du privé sont touchés de plein fouet par la crise économique. Les salaires déjà très bas sont bloqués depuis des années alors que les prix des denrées, du transport, de l'électricité, et de tout autre produit et service ne cessent de grimper.

C'est cette même colère contre la cherté de la vie qui avait poussé à la fin du mois de janvier dernier des femmes à organiser une marche de protestation vers la présidence. Elles sont parties de la commune de Yopougon jusqu'au plateau. Elles ont été renvoyées avec dédain par le pouvoir alors que les policiers ont tout de suite été reçus et obtenu une augmentation mensuelle de 30 000 francs CFA.

C'est donc dans un climat de grogne sociale que le Premier ministre Affi N'Guessan préconise d'organiser ce qu'il appelle un "forum économique et social", histoire de noyer le poisson et d'empêcher tout élargissement du mouvement de contestation dans les secteurs jusqu'ici

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)  
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

apparemment calmes mais où gronde une colère souterraine. Il trouvera certainement quelques dirigeants syndicalistes pourris et assoiffés de "cadeaux" pour organiser des tables rondes avec eux. Ils vont faire des blabla sur le sort des classes laborieuses. Et le gouvernement promettra peut-être des augmentations hypothétiques pour que

les travailleurs ne se mettent pas en grève ou la cessent. Mais rappelons pour ceux qui l'auraient oublié que c'est ce même Affi N'Guessan qui en novembre 2000 promettait déjà "dix ans de bonheur en échange d'une année de trêve sociale". Il faudrait que les travailleurs le lui rappellent pour lui rafraîchir la mémoire!

### COTE D'IVOIRE

## **LA CAUSE DE LA MISERE C' EST LE CAPITALISME !**

Des femmes exerçant dans la vente des éponges de nettoyage à Adjamé ont marché jusqu'à la présidence. Ces vendeuses se sont organisées dans ce qu'elles qualifient, elles-mêmes, de "coopérative des vendeuses d'éponges". Elles protestent contre le fait que des "étrangères", notamment des nigérianes et des nigériennes, vendent, elles aussi, le même produit, sur le même marché qu'elles. Conséquence pour elles, disent-elles, une "concurrence déloyale" qui les empêche de vendre leurs marchandises et donc de subvenir à leurs besoins.

Ces femmes, au nombre d'une quarantaine, ont été reçues par Gbagbo. Elles ont demandé que celui-ci les aide à exclure ces "étrangères" du marché de vente d'éponges et que le marché soit exclusivement réservé aux membres de leur "coopérative".

Le seul fait que ces femmes attendent de Gbagbo qu'il exclut leurs concurrentes "étrangères" est en lui même révélateur des arguments xénophobes utilisés par les uns et par les autres des politiciens lors

de la campagne électorale présidentielle passée.

Ensuite, le fait que ces "ivoiriennes" pensent que les responsables de leur misère ce sont d'autres encore plus pauvres qu'elles, par le seul fait de leurs origines "étrangères", montre le degré de xénophobie qui règne aujourd'hui dans les couches pauvres de la société. Or cette misère s'étale dans des foyers toujours plus nombreux, dans les villes comme dans les campagnes.

Les dirigeants politiques, au pouvoir ou dans l'opposition, tout ce qu'ils savent faire c'est de détourner la population pauvre des vraies raisons de leur misère. Parce que la celle-ci est liée au fonctionnement même de la société capitaliste. C'est donc aux intérêts bourgeois qu'il faudrait s'en prendre pour combattre la misère.

Pour ce combat là, au contraire, il faudrait l'union de tous les exploités. Une union qui regrouperait, justement, aussi, toutes les petites gens telles que ces vendeuses d'éponges indépendamment de leurs origines ethniques ou nationales.

SENEGAL**2EME PRIVATISATION DE LA SENELEC  
RIEN DE BON POUR LES USAGERS  
ET LES TRAVAILLEURS**

Depuis de nombreuses années, le Sénégal connaît de grosses difficultés en matière d'électricité. La Sénélec (Société nationale d'électricité) n'arrive pas à fournir l'électricité correctement et en quantité suffisante. Les coupures sont fréquentes malgré le prix élevé des factures pour les petites gens. Même le palais présidentiel se retrouve parfois dans le noir!

En mars 1999 Abdou Diouf, le prédécesseur de Wade, avait décidé de privatiser cette entreprise d'électricité. Il expliquait alors que l'objectif était en même temps de résoudre les problèmes de coupures intempestives et de produire de l'électricité à bon marché. Ainsi la Sénélec a été cédée à un consortium franco-québécois. Mais au bout d'un an aucune amélioration n'a été constatée. Bien au contraire, les délestages devenaient de plus en plus fréquents et les infrastructures de plus en plus vétustes contrairement aux accords conclus avec les nouveaux propriétaires de la Sénélec.

Entre temps, Wade arriva au pouvoir. Il décida de renationaliser la Sénélec en s'engageant à déboursier une somme de 43 milliards de francs CFA au consortium. Il fit un nouvel appel d'offre. C'est Vivendi-Environnement en association avec l'Office national de l'électricité du Maroc qui s'engagea à acheter les 51% de la Sénélec pour

une somme de 63 milliards de francs CFA. Le contrat signé entre Vivendi et le Sénégal devait prendre effet à partir du 1er novembre 2001. Mais Vivendi semble traîner les pieds et vouloir revoir les conditions d'achat à la baisse et étaler le paiement sur une période plus longue que prévue dans le contrat en prétextant que les attentats anti-américains du 11 septembre "avaient renchéri le coût de la monnaie et des prêts bancaires". Si les négociations avec Vivendi échouent, une autre société, américaine, AES Frontier Ltd, est prête à prendre possession de la Sénélec.

La banque mondiale ainsi que d'autres bailleurs de fonds sont, paraît-il, disposés à accorder des prêts à hauteur de 40 milliards de franc CFA à tout programme de privatisation de la Sénélec.

Le porte parole du gouvernement dit qu'il ne bradera pas la Sénélec. Ce qui est sûr, c'est que si des grandes firmes se portent candidates pour acheter la Sénélec ce ne sera pas pour autre chose que de gagner de l'argent sur le dos des usagers. C'est d'ailleurs pour allécher les futurs acquéreurs que le gouvernement sénégalais a décidé une hausse de 10% du prix de l'électricité à partir du 1er mars 2002, sans aucune contrepartie pour les usagers. C'est un nouveau renchérissement du coût de la vie pour les petites gens et un cadeau supplémentaire pour les futurs repreneurs de la Sénélec.

**UN COUP DE PLUS CONTRE  
LA POPULATION LABORIEUSE**

Le gouvernement sénégalais a annoncé presque en catimini son intention de supprimer la livraison des courriers postaux à domicile comme c'était le cas jusqu'ici pour ceux qui n'avaient pas la

possibilité de louer une boîte postale. Tout le monde sera donc obligé d'en posséder. Autrement les frais d'acheminement du courrier jusqu'à domicile sera à la charge des usagers de la poste.

Qu'advient-il des habitants des villages qui n'ont pas de bureau de poste? Seront-ils obligés d'aller en ville pour recevoir leur courrier? Ou alors seront-ils obligés de payer des frais supplémentaires alors que la vie est déjà très chère?

Pour aggraver le tout, les responsables de la poste ont signalé que la location de la boîte postale sera augmentée de 3 000 francs CFA, passant de 6 000 à 9 000 francs CFA.

Ainsi donc après l'augmentation des prix du transport public, de l'eau, de l'électricité et des denrées alimentaires de base

provoquée par la nouvelle TVA, voici une nouvelle augmentation qui va aggraver encore plus les conditions d'existence de la population laborieuse.

Quant à l'avenir des facteurs, les autorités responsables de la poste n'ont pas encore annoncé si elles ont l'intention de supprimer purement et simplement leurs postes ou de les intégrer dans les autres secteurs. Elles se sont pour le moment contentées de parler d'une "mutation technologique nécessaire". Voilà donc de nouveaux coups en préparation contre les travailleurs et leurs familles.

### MADAGASCAR

## **NOUVEAUX DIRIGEANTS A LA CAPITALE MAIS SITUATION D'INCERTITUDE DANS LE PAYS**

La partie de bras de fer qui opposait le président sortant Ratsiraka au président auto-proclamé Marc Ravalomanana à la suite d'un premier tour d'élection présidentielle contestée semble se dénouer en faveur de ce dernier, du moins à Antananarivo, la capitale.



Ravalomanana, bible à main

Cette ville a été le théâtre durant plusieurs semaines d'une mobilisation populaire sans précédent encadrée par les partisans du maire candidat ainsi que par le

conseil des églises chrétiennes toutes tendances confondues. Ratsiraka qui était au pouvoir depuis plus de deux décennies (avec interruption de 1993 à 1995) s'est retiré dans son fief à Tamatave, province d'où il est originaire. C'est la deuxième ville du pays et principal port.

Au moment où nous écrivons, il n'a pas jeté officiellement l'éponge puisqu'il a désigné un gouverneur militaire disposant des pleins pouvoirs jusqu'à l'organisation d'un second tour de scrutin. Cette sorte d'état d'urgence n'a jamais pu voir le jour puisque l'armée est restée spectatrice passive devant l'appropriation des locaux ministériels par les nouveaux chefs des lieux accompagnés par une foule nombreuse et décidée. Les militaires hésitants et divisés ont laissé opérer les serruriers emmenés par le nouveau pouvoir, qui ont tranquillement ouvert toutes les portes. Ce sont les religieuses qui ont investi en premier les lieux pour procéder à des cérémonies dites de "désenvoûtement". Ce qui en dit long sur le caractère réactionnaire

et rétrograde des partisans de Ravalomanana.

Marc Ravalomanana et Jacques Silla son premier ministre ne se sont pas contentés de former un gouvernement. Ils ont mené des négociations en coulisse auprès des généraux et commencé à en nommer certains à la place de ceux qui leur semblaient trop compromis auprès de l'ancienne équipe dirigeante. Mais lorsque le général Jules Mamizara désigné nouveau ministre de la défense est venu s'installer au ministère, les militaires en faction ne l'ont pas laissé entrer

Mais le pays est composé de six provinces. Toutes n'ont pas reconnu l'autorité du nouveau pouvoir. La majorité des gouverneurs de province ont rendu public un communiqué commun dans lequel ils transfèrent la capitale du pays à Tamatave. Il est fort possible que ce soit juste un acte symbolique de solidarité en faveur de Ratsiraka. Mais cette démarche ainsi que les barrages érigés sur la seule route qui relie Antananarivo à Tamatave par les partisans de ce dernier peuvent constituer des "arguments" susceptibles de modérer les visées

du nouveau régime et l'amener à composer.

Les émissaires de l'OUA sont sur place pour tenter de calmer le jeu entre les protagonistes. Jospin le Premier ministre français en tournée électorale à l'Ile de la Réunion s'est déclaré être en accord avec "la communauté internationale" c'est-à-dire les principales grandes puissances. Il préconise une "voie de compromis" sanctionnée par des élections ou un referendum". Selon Radio France Internationale, il s'agirait de préparer une sortie honorable à l'ancien allié Ratsiraka.

Pendant ce temps le pays est exsangue et en voie de paralysie. La capitale se trouve en proie à une pénurie de produits d'importation et de carburant. Déjà en temps "normal" les conditions d'existence imposées par les classes riches sous le régime de Ratsiraka étaient révoltantes. Mais plus les jours passent et plus la souffrance de la population devient difficile à supporter. Une partie de la presse exagère peut-être en évoquant un risque de sécession. Tout cela pour dire que beaucoup de gens commencent à trouver que ça suffit comme ça.

#### ELECTION PRESIDENTIELLE EN FRANCE

### **ARLETTE LAGUILLER CANDIDATE DES TRAVAILLEURS**

Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 21 Avril. Tous les grands médias se sont mobilisés pour donner la parole plus particulièrement aux principaux candidats, Chirac et Jospin.

Bien des travailleurs immigrés peuvent penser que cela ne les concerne pas. Même si pour la majorité ils n'ont pas le droit de voter, ceci ne doit pas nous faire oublier qu'en travaillant en France nous sommes impliqués dans la vie économique et politique du pays.

Par notre travail nous

participons dans la vie économique. Nous faisons partie intégrante de la classe ouvrière en France. Non seulement nous payons nos impôts comme tout le monde mais en plus la classe capitaliste s'enrichit par les profits dégagés de notre travail. Nous sommes, en tant que travailleurs parmi les plus mal payés et exécutons les travaux les plus durs, les plus précaires. Nous sommes aussi impliqués dans la vie politique par le fait entre autres que les classes dirigeantes mènent leur politique de diviser pour régner à notre égard. Plus particulièrement la droite

réactionnaire a l'habitude de rendre responsable l'immigration de la



Arlette Laguiller (Lutte Ouvrière)

dégradation de la situation en France, de l'insécurité dans les quartiers populaires. Les gouvernements dirigés par la droite comme part la gauche nous imposent des situations administratives des plus révoltantes.

D'une manière générale dans ces élections prochaines les principaux candidats font croire que si une grande majorité vote pour eux, il y aurait moins de chômage, moins d'impôts, moins de délinquance, moins de sans-abris. Bien entendu ils mentent.

Chirac a déjà été deux fois Premier ministre avant d'être élu président. Il a toujours été du côté du grand patronat. Et on l'a bien vu à l'oeuvre. On se souvient de sa politique anti-ouvrière avec son premier ministre Juppé et son ministre de l'intérieur Debré succédant à Pasqua. Au cours de sa présidence, les riches sont encore plus riches et les pauvres ont la vie de plus en plus dure, sans oublier les magouilles et les détournements des fonds publics exécutés par ses partisans.

Quant à Jospin, s'il se dit "socialiste" ce n'est que pour mieux tromper les travailleurs. Durant les cinq ans où il a été Premier ministre, son gouvernement a plus privatisé que Balladur et Juppé. Sous des formes diverses, il a offert au patronat plusieurs

centaines de milliards de francs sous prétexte d'aide à la création d'emplois. Ce qui n'a pas empêché les grandes entreprises de licencier, y compris en annonçant une hausse de leurs bénéfices. Si Jospin voulait réellement lutter contre le chômage, il aurait pu interdire à ces entreprises de supprimer des emplois. Quant à sa politique sur l'immigration, on se souvient qu'en 1997 lors de sa campagne électorale, il avait promis d'abroger les lois Pasqua-Debré. Mais une fois Premier ministre, il ne l'a pas fait et pourtant son parti était majoritaire au parlement. Tout cela pour ne pas déplaire aux électeurs de droite et la classe capitaliste. C'est ainsi que des dizaines de milliers d'immigrés sont toujours sans-papiers.

Dans ces élections la seule candidate qui se situe dans le camp des travailleurs, c'est Arlette Laguiller. C'est la candidate de l'organisation Lutte Ouvrière. Elle affirme que les travailleurs immigrés et français ont les mêmes intérêts face aux exploités et que seule leur lutte collective pourra apporter de véritables changements. C'est la seule candidate qui dit qu'il faut régulariser tous les sans-papiers. Elle est pour la confiscation de toutes les entreprises qui font des bénéfices et qui licencient des travailleurs.

Elle ne se présente pas pour obtenir un portefeuille ministériel mais seulement pour permettre aux travailleurs qui en ont marre de la situation et qui ne font confiance ni à la droite ni au parti socialiste et ses alliés pour défendre les intérêts politiques du monde du travail, à exprimer leur colère en votant pour elle. Ce vote sera considéré comme un avertissement au patronat. C'est pourquoi nous appelons, pour ceux qui le peuvent, à voter pour Arlette Laguiller et à tous de soutenir l'action des militants de son organisation.

IMMIGRATION**DES PROMESSES  
ENCORE DES PROMESSES !**

Jospin a récemment déclaré à des journalistes : "Je suis effec-



**Manifestation des sans papiers  
à Paris le 21 août 1999**

tivement favorable, s'agissant des élections municipales, à ce que des étrangers qui sont en France depuis dix ans puissent participer à la vie de la cité, là où ils paient des impôts". Mais, pour marquer une limite, il prend bien le soin, cependant, de faire la différence entre les travailleurs immigrés en situation régulière et ceux, sans papiers qui, selon lui, "ont vocation à rentrer chez eux".

Que Jospin soit favorable au droit de vote des étrangers ne serait-ce qu'au niveau municipal, on ne peut que s'en réjouir. D'ailleurs il ne fait que reprendre à son compte une revendication défendue par son parti depuis plus de vingt ans. En 1981 elle figurait parmi les "110 propositions" du candidat Mitterrand. Celui-ci est arrivé au pouvoir, il y est même resté 14 ans

sans que les gouvernements qu'il a présidés et avec la participation de Jospin, n'engagent la moindre réforme allant dans le sens de cette "proposition".

Déjà, en 1997, Jospin avait laissé espérer la régularisation des sans papiers si ceux-ci acceptaient de déposer un dossier auprès des préfectures. Ce fut fait. Un certain nombre ont réussi à obtenir une carte valable un an, mais des dizaines de milliers ont essuyé un refus à leur demande. Ils se trouvent du même coup sous la menace permanente d'une expulsion. C'est, en quelque sorte, une manière très subtile, de les recenser pour mieux les expulser. Dans ces conditions, que valent les promesses électorales de Jospin?

Oui, tous les travailleurs immigrés doivent pouvoir participer "à la vie de la cité là où ils paient des impôts". Ils s'acquittent non seulement de leurs impôts locaux, ils paient aussi des impôts sur le revenu, pour ceux qui gagnent un peu plus que le smic. Tous paient également cet autre impôt appelé TVA prélevé quotidiennement.

Alors, ne serait-il pas plus que légitime qu'ils jouissent des mêmes droits civiques que les autres travailleurs français, et pas seulement le droit de se faire exploiter ?

Bien sûr, cette situation n'empêche nullement que les travailleurs immigrés se battent aux côtés de leurs frères de classe, les travailleurs français et autres, sur leurs lieux de travail, ou dans la rue.

ANGOLA**LA MORT DE SAVIMBI**

Le chef de la rébellion angolaise, Jonas Savimbi en guerre contre le régime de Luanda depuis l'indépendance du pays en 1975, a trouvé la mort le 22 février lors d'un combat contre l'armée gouvernementale. Ce dirigeant de l'UNITA a été longtemps soutenu par Washington et Prétoria sous le régime de l'apartheid.



Agostinho Neto, Roberto Holden et Jonas Savimbi à l'époque du "Front"

L'Angola était une colonie portugaise. Plusieurs organisations luttèrent pour l'indépendance. En 1965 il y avait le FLNA de Roberto Holden où Savimbi adhéra avant de fonder son propre parti l'UNITA, encouragé parait-il en sous-main par la PIDE (police politique portugaise) qui cherchait faire éclater le mouvement de libération nationale et favoriser la formation qui leur semblait la plus acceptable.

En 1975 à la suite de la "révolution des œillets", le dictateur militaire portugais Caetano a été déposé et sa politique de grandeur coloniale fut abandonnée. La Guinée Bissau, le Mozambique et l'Angola furent laissés aux mains des indépendan-

tistes. Pour ce qui concerne l'Angola, c'est le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) de Agostinho Neto qui s'installa au pouvoir à Luanda. Pendant la guerre d'indépendance qui dura 15 ans le MPLA a bénéficié du soutien multiforme et surtout militaire de l'URSS et de Cuba. 50 000 "barbudos" cubains sont restés sur le sol angolais y compris après l'indépendance.

Ce fait permit aux dirigeants du MPLA de se prévaloir de l'étiquette de "progressiste" voire de "marxiste" à bon compte. Ils ont même pendant quelques années laissé croire qu'ils étaient combattus à cause de leur "politique anti-impérialiste".

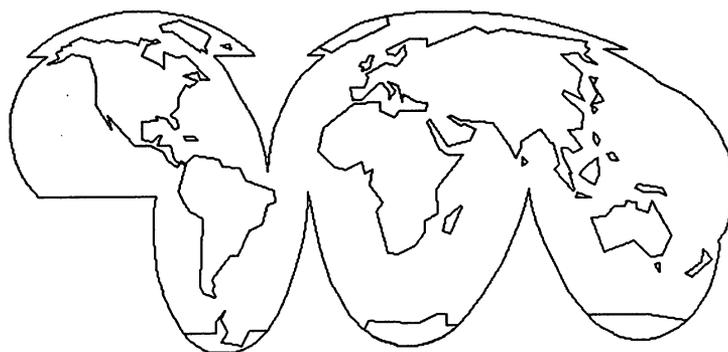
En réalité c'étaient plutôt les USA qui voyaient d'un très mauvais œil que ce pays soit sous la zone d'influence de l'URSS. Grâce aux armements massifs fournis par les USA via l'Afrique du Sud, Savimbi réussit à contrôler une grande partie du territoire Angolais, celle où le sous-sol regorge de diamant. Pour les besoins de la cause il fut reçu à la Maison blanche et décoré en 1980 de la médaille de "combattant de la liberté" par Reagan. Par ailleurs les américains ont livré des milliers de tonnes de matériel militaire à l'UNITA via le Zaïre de Mobutu y compris des missiles sol-air pour tenter de faire tomber Luanda. A la fin des années 80 avec le recul du régime d'apartheid et sa chute prévisible, Savimbi fut coupé de sa base arrière de Namibie. Les USA ont négocié le départ des soldats cubains et un changement d'alliance au profit cette fois du régime de Luanda et au détriment de leur protégé Savimbi, contraint d'abandonner le terrain de la lutte armée. L'Unita fut reconnue en tant que parti politique officiel dans le cadre d'un régime multipartiste.

Aux élections organisées en 1992 Savimbi n'a pas obtenu la majorité qu'il espérait et refusa de composer avec le régime de Dos Santos. Il reprit le maquis et réussit à contrôler les riches provinces diamantifères et à s'y maintenir grâce à l'exploitation et au commerce de ces pierres précieuses. Mais la guerre civile n'a pas cessé avec le gouvernement officiel. Le nombre de morts dans les deux camps est estimé à un demi million (sur 12 millions d'habitants) sans compter les mutilés graves dus aux combats mais aussi aux mines qui couvrent une partie non négligeable du territoire.

Savimbi mort, ses lieutenants accepteront-ils de déposer les

armes. En échange de quoi ? Pour l'instant malgré les énormes richesses de ce pays, la misère et les privations de toutes sortes continuent d'être le lot quotidien de l'énorme majorité de la population toutes régions confondues. Il est vrai que là n'est pas le principal souci des tenants du pouvoir ni celui des grands de ce monde. Ce qui compte avant tout pour ces gens-là, ce sont les énormes profits des rois du pétrole et du diamant. Céder quelques miettes au passage aux tenants officiels du pouvoir ou ceux de la rébellion armée si nécessaire, où à tous les deux à la fois n'est pour eux qu'une question de tactique. Les alliances se font et se défont au gré des intérêts des grands trusts, le reste leur importe peu.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.